

Dynamique démographique et anthropisation dans les campagnes tunisiennes

Michel R. Picouët
Démographe

I Introduction

La révolution démographique dans les pays du Sud, faite de contraintes nouvelles d'ordre politique, économique et écologique, active-t-elle les phénomènes d'anthropisation des milieux, et dans quel sens ? Vieux débat où la dynamique sociale renvoie à la capacité d'une société à s'adapter et à gérer les changements, qu'ils soient démographiques ou écologiques. Les réponses peuvent être immédiates : intensification de la mobilité, exploitation accrue du milieu faisant ressortir les transformations plus lentes des conditions de la reproduction démographique (fécondité, nuptialité, systèmes familiaux, etc.) et des pratiques de production et d'usage. La dynamique de l'anthropisation ou, si l'on préfère, les formes d'exploitation et d'usage du milieu naturel, est ainsi directement liée aux recompositions familiales, sociales, économiques et agraires en cours. Les problématiques environnementales (déforestation, désertification, transformation des paysages, réhabilitation des terres, artificialisation, appropriation des espaces ruraux) traduisent finalement la viabilité et la reproductibilité du système social : expression à un moment donné des activités d'usage de l'espace et de ses ressources.

À la fin du siècle dernier, la population tunisienne, rurale à plus de 90 %, est inférieure à 2 millions d'habitants. Jusqu'à une époque récente, la plus grande partie du pays est caractérisée par la prédo-

minance de l'élevage pastoral et par une exploitation extensive des ressources. La croissance démographique démarre après la Seconde Guerre mondiale et s'accélère dans les années soixante. Dans un premier temps, elle conduit surtout à la multiplication de systèmes extensifs inchangés et à la surexploitation des ressources naturelles puis, dans un second temps, à l'intensification des systèmes de production : décuplement des surfaces irriguées et de l'arboriculture, recours croissant à la mécanisation et aux intrants agricoles. Aujourd'hui, la Tunisie compte un peu plus de 9,5 millions d'habitants, dont 40 % vivent dans les campagnes. La population nomade a été sédentarisée.

Ces évolutions marquent le paysage agricole tunisien. La pression démographique, la diffusion d'autres modèles de croissance associés aux technologies nouvelles de production, la fin de l'autarcie politique et sociale ont ébranlé les équilibres traditionnels et remis en cause les processus de régulation élaborés au fil des siècles. Sur le plan économique et social, les disparités régionales se sont accrues et la paysannerie connaît de sérieuses difficultés d'adaptation. Dans ce large contexte, les populations sont amenées à assurer leur reproduction sur des bases renouvelées sous peine d'une marginalisation croissante entraînant, dans ce processus de transformation de la société rurale, une nouvelle dynamique d'utilisation des ressources.

Le programme de recherche Dypen-Tu¹ a tenté d'appréhender ces processus en les référant à différentes problématiques environnementales régionales, cherchant l'articulation des évolutions démographiques avec les formes d'exploitation du milieu naturel. Pour en illustrer la complexité et la diversité, deux sociétés rurales, deux types de ruralité, l'une dans le Sud en système oasien, l'autre dans le Nord en système forestier, seront décrites.

¹ Le programme Dypen-Tu (Dynamique des populations et évolution des milieux naturels en Tunisie) est mis en œuvre depuis 1989 par un collectif de recherches groupant l'Institut des régions arides de Médénine (IRA), l'Institut sylvopastoral de Tabarka (ISPT), le Commissariat régional au développement agricole de Siliana (CRDA), l'École d'agriculture de Mograne de Tunisie, l'Orstom, et le Laboratoire population environnement de l'université de Provence-Orstom à Marseille.

■ Les linéaments méthodologiques

Les hypothèses

Le cadre conceptuel repose sur l'hypothèse que la pression démographique ne peut être tenue pour seule responsable de la dégradation du milieu, mais que les changements de comportements, aussi bien démographiques qu'économiques, peuvent être induits par l'augmentation de la population et par une pression croissante sur les ressources. Dans le même sens, les contraintes environnementales (épuisement et raréfaction des ressources) favorisent l'émergence de comportements nouveaux en matière de reproduction sociale et familiale (comportements reproductifs, matrimoniaux, migratoires), qui tendent à une nouvelle expression de la ruralité.

L'extension des terres cultivables et l'intensification des cultures impliquent souvent à travers leurs formes économiques (transformations des conditions d'utilisation de la main-d'œuvre agricole, intégration à l'économie de marché) des mouvements migratoires internes et internationaux (exode rural, internationalisation des bassins d'emploi). La migration ne peut donc pas être considérée seulement comme un facteur de régulation des « surplus » démographiques, mais aussi comme un élément déterminant de la dynamique d'ajustement des espaces économiques. Les manifestations de ce facteur sont multiples : offre de travail supplémentaire à faible coût, segmentation des marchés du travail, féminisation de la main-d'œuvre agricole, développement de la multi-activité, transferts financiers et investissements de retour. C'est un élément qui peut être cause ou conséquence de la dégradation du milieu ; en même temps, c'est un vecteur puissant des changements sociaux et familiaux à l'intérieur des communautés paysannes (DOMENACH et PICOUËT, 1995).

Méthodes et instruments

Ce cadre d'hypothèses posé, l'approche microrégionale permet d'aborder la relation population-environnement dans une perspec-

tive systémique et de la traiter suivant une problématique environnementale spécifique au milieu étudié. Les zones d'étude sont ainsi choisies le long d'un gradient d'aridité climatique croissant, dans le souci de prendre en compte les principales contraintes bioclimatiques des campagnes tunisiennes auxquelles sont confrontés les êtres vivants et écosystèmes et qui influencent :

— les comportements socio-économiques et démographiques et la capacité d'anthropisation et d'usage des ressources qui diffèrent d'une zone à l'autre ;

— les réponses des systèmes écologiques aux perturbations et aux excès de prélèvements. Les vitesses de « cicatrisation » sont plus lentes dans la zone aride et la résilience générale des écosystèmes est très variée selon les régions.

Dans ces contextes écologiques de référence, deux séries d'investigations sont menées : l'une écologique, l'autre démographique, avec recherche des points de convergence. Le système de production agricole est alors envisagé comme un « médiateur » entre système social et écosystème. Les méthodes d'observation font appel aux instruments couramment employés en écologie : analyse de chronoséquences de clichés aériens espacés de une à deux décennies, photo-interprétation classique, études en mode diachrone pluri-annuel, études en mode synchrone ; en démographie : enquêtes menées auprès des ménages et des exploitants agricoles sur les caractéristiques démographiques des familles, sur les conditions de vie, les systèmes de production et les pratiques d'usage des ressources naturelles.

La convergence de ces deux approches repose sur la construction de deux interfaces. La première se réfère à la façon dont l'espace est occupé et définit, en ce sens, la territorialité des communautés paysannes : espaces étroits ou larges selon les types d'usage des ressources et les pratiques d'habitat. Résultat des évolutions antérieures, des conditions de peuplement du territoire et des règles sociales et culturelles qui s'y sont implantées, cette interface spatiale donne une image synthétique du degré d'anthropisation atteint, mais sa valeur est purement descriptive. La seconde interface fait ainsi référence aux mécanismes et aux processus en cours dont les ménages sont les principaux acteurs. Nous l'avons dénommée « Typologie Ménages Environnement » (TME).

En effet, le risque attaché aux conditions climatiques difficiles a façonné les pratiques d'usage des ressources naturelles qui peuvent être très diverses selon les ménages ou les communautés qui émaillent le territoire. L'usage est apprécié non seulement en termes de techniques de production ou de pratiques agricoles, mais comme l'ensemble des relations d'un ménage à une ressource déterminée, notamment les modes d'appropriation ou de répartition sociale de cette ressource. À un certain comportement d'une catégorie de ménages par rapport au milieu (telle ou telle ressource naturelle) peuvent correspondre des stratégies socio-économiques et des comportements démographiques spécifiques (AUCLAIR, 1994). La TME qui en découle est, bien entendu, dépendante de la problématique environnementale dominante dans la région, qui peut mettre en avant une ou plusieurs ressources naturelles (érosion des sols, dégradation du couvert végétal, épuisement des ressources en eau, etc.).

Ces instruments permettent d'observer, à un niveau microlocal, les liaisons qui existent ou qui s'instaurent entre les changements dans les systèmes agraires et la transformation des comportements sociaux et familiaux, d'identifier les processus de recomposition des groupes domestiques.

■ La ruralité oasienne : sédentarisation des nomades, développement des périmètres irrigués et désertification

Le contexte

En bordure du chott el Jerid, la région du Nefzaoua, présaharienne, est désertique (moins de 100 mm de pluie annuelle). Sa géomorphologie est celle de dunes mobiles et de dunes d'obstacles rete-

nues par la végétation, souvent dégradées aux abords des villages. Le climat y est rude : vents violents et chauds en été, gelées en hiver. Malgré ces conditions, la présence des eaux souterraines a permis le développement de la phoeniciculture (culture de la datte). La structure foncière est très morcelée et les oasis anciennes et les nouveaux périmètres irrigués se distinguent fortement.

Une forte fécondité, l'accroissement de l'espérance de vie et une émigration persistante : tels sont les traits dominants du profil démographique du Nefzaoua. Le phénomène migratoire recouvre ici des aspects historiques et traditionnels fort différents des migrations de « rupture » observées dans le nord du pays. L'émigration est ancienne, organisée par la communauté d'origine tant dans les aspects financiers que familiaux, elle n'implique pas de transfert de la reproduction familiale et concerne surtout des individus, et non des familles comme c'est le cas dans la région du Nord-Ouest.

Le milieu naturel est affecté par les transformations profondes de l'espace oasien (mutations agricoles, gestion de l'eau, extension de nouveaux périmètres...). L'oasis forme un microclimat soumis à la présence de l'eau et au risque permanent d'ensablement. Le tarissement de nombreuses sources naturelles, la baisse des nappes phréatiques et leur salinisation ont été la cause et la conséquence de l'exploitation croissante des eaux souterraines fossiles. Le couvert végétal naturel de la steppe présaharienne, rare, tend à disparaître autour des oasis en raison du surpâturage et de l'éradication des espèces ligneuses (activités de charbonnage).

La population est divisée en deux grands groupes :

- le groupe des Sabria, nomades très anciennement sédentarisés, cultivateurs agropastoraux dont la culture est basée sur l'exploitation de l'oasis,
- le groupe des Ghrib, de culture nomade et pastorale, qui a résisté plus longtemps à l'attraction de la vie sédentaire, mais s'est progressivement sédentarisé depuis l'indépendance (1956).

Deux types de population aux valeurs culturelles différentes (oasienne-sédentaire, pastorale-nomade) se côtoient aujourd'hui sur les mêmes aires d'exploitation. Les troupeaux, malgré la diminution de leurs effectifs, se trouvent en concurrence sur les parcours avoisinant l'oasis. La coexistence des modes d'exploitation traditionnels et des techniques nouvelles dans les nouveaux péri-

mètres irrigués, le savoir-faire agricole et de la gestion de l'eau des uns et l'apprentissage de la vie sédentaire des autres ne sont pas sans conséquences sur l'évolution sociale. Prenant ancrage sur les processus de mise en valeur, sur les mutations socio-économiques imprimées par le développement du pays (scolarisation, statut de la femme, diversification des activités, en particulier non agricoles, etc.), une nouvelle ruralité s'instaure.

Pratiques agricoles, sédentarisation et processus de mise en valeur

La typologie des ménages (TME) distingue cinq types de paysans (dans l'encadré 1 s'y ajoute la classe des non-exploitants agricoles). Basée sur les usages et pratiques des ressources naturelles, cette classification opère suivant l'appartenance ethnique une concentration dans certains groupes. Les ex-nomades ghrib sont principalement exploitants-cueilleurs-éleveurs (31,4 % dans le type 2) et grands éleveurs (24,2 % dans le type 3). Les oasiens sabria, bien que concentrés également dans ces types 2 et 3, forment un groupe assez spécifique de cultivateurs marginaux (25 % de la population sabria, type 5). Comme ils concentrent les activités pastorales, mais également les pratiques traditionnelles de charbonnage et de ramassage des ligneux comme bois de chauffe, ces trois groupes ont le plus fort impact sur la steppe environnante. Ils constituent dans l'oasis d'El Faouar plus des deux tiers de la population.

Le processus de sédentarisation qui avait pris de l'ampleur après les grandes sécheresses des années 1936 et 1940, puis 1947, n'avait pas amené une amélioration sensible du niveau de vie des nomades. Il entraînait plutôt une détérioration du système oasien par le surpeuplement, le morcellement excessif de la propriété (à El Faouar, la parcelle moyenne d'exploitation est de 0,25 ha), une raréfaction de la ressource en eau en raison de la salinisation. Ce processus de sédentarisation s'est accéléré après l'indépendance sous l'impulsion d'une politique volontariste de l'État alliant fixation des nomades et extension des périmètres irrigués, avec attribution de lots. Peu à peu les tribus qui avaient résisté aux calamités naturelles, et notamment les Ghrib, se sont approprié un nouvel espace agricole. Certains ont abandonné la vie pastorale, devenant paysans

cultivateurs, apprenant l'irrigation et la phoeniciculture, devenant au fil des années aussi performants que leurs voisins sabria; d'autres sont restés attachés au pastoralisme, mais aujourd'hui cette activité est de plus en plus aléatoire sous son mode traditionnel. En effet, sans la transhumance sur les longs parcours sahariens, la charge animale s'est concentrée autour des oasis; il s'ensuit une raréfaction des ressources végétales et une dégradation des parcours (abandon de 60 % des parcours) avec, comme conséquence, une désertification dans bien des cas irréversible. Dans ces conditions, le recours aux fourrages et à l'alimentation de supplémentation est devenu nécessaire pour permettre un revenu suffisant aux ménages qui persistent dans ce type d'activités. Seuls les grands éleveurs (type 3) ont pu s'adapter. Pour les autres, cela signifie l'abandon de cette activité ou sa marginalisation.

Encadré 1 — Typologie ménages environnement dans la zone oasienne d'El Faouar

Nomades et sédentaires : une coexistence dans un milieu hostile

Type 1 : exploitants de type traditionnel. Ce type regroupe les exploitants qui possèdent des exploitations de faible taille, dont la plantation n'est pas spécialisée en variété dattier Deglat. La superficie agricole ne dépasse guère 0,5 ha et 50 % des exploitants possèdent des exploitations inférieures à 0,25 ha.

Type 2 : exploitants intervenant sur la steppe environnante. Ce groupe se classe parmi les plus importants. Ghrîb et Sabria sont équitablement représentés. Il se caractérise par l'intervention sur le milieu environnant par la pratique de la chasse, la récolte des plantes sauvages et par l'utilisation du bois récolté. C'est le second groupe d'éleveurs après le type 3. Le mode de conduite de l'élevage est de type extensif, très dépendant des parcours environnants. Il est utilisé par ce groupe à 44 % de sa capacité.

Type 3 : grands éleveurs. Ce groupe est le plus représenté (52 ménages, soit environ 27 % de l'échantillon). Les Sabria sont plus nombreux (67,2 %) que les Ghrîb (32,8 %) ; ils s'individualisent grâce aux variables de l'élevage. Ils concentrent environ 40 % du cheptel de la zone, se sont orientés récemment vers la phoeniciculture utilisant les nouveaux périmètres irrigués.

Type 4 : grands phoeniculteurs. Ce groupe est représenté par 14 ménages, soit 7,2 % de l'ensemble de l'échantillon. Il regroupe les exploitants grands propriétaires spécialisés dans la production des dattes du type « Deglat Noir ».

Type 5 : exploitants marginaux non éleveurs. Ce groupe est dominé surtout par les Sabria. Il regroupe 38 ménages, exploitants non éleveurs dont l'exploitation oasienne est de taille réduite et se caractérise par l'abandon des deux étages arboricole et herbacé de l'oasis.

Type 6 : non-exploitants (8 ménages). Ménages sans activité agricole, occupés dans l'administration et divers services.

La baisse des effectifs des troupeaux depuis plusieurs années est le fait marquant de cette évolution. Elle tend à transformer les ex-nomades en paysans ou en « soutiers » des projets de mise en valeur, avec un développement de la multi-activité où le travail agricole n'apparaît plus comme l'activité principale. Une nouvelle division du travail est apparue, à la fois familiale et communautaire, pour mener les troupeaux, entretenir les plantations irriguées, participer aux travaux de lutte contre l'ensablement, avec une participation de plus en plus active des femmes. Les jeunes de sexe masculin vont vers les fronts pionniers nouveaux, comme Reming Maatoug à la frontière algéro-tunisienne. Le reste de la famille demeure dans les oasis plus anciennement aménagées (El Faouar, Sabria). Ce transfert d'activité, qui s'exerce vers les services, le bâtiment, le commerce, s'appuie sur une appréciation très pessimiste de la population sur la qualité et le devenir des parcours. La sédentarisation des Ghrib, le passage d'une vie nomade essentiellement pastorale à une vie quasi citadine dans les oasis a ainsi entraîné de profondes mutations dans la société : diversification des activités agricoles, accès à l'économie de marché par la commercialisation de la production (dattes deglat noir) et l'utilisation des produits de supplémentation pour l'alimentation du cheptel, féminisation du travail agricole, pluri-activité non agricole, recours à l'émigration.

Depuis longtemps convertis à la vie sédentaire et à l'agriculture oasienne, les Sabria pratiquaient déjà cette complémentarité entre activités pastorales et cultures oasiennes. Cependant, à la différence des Ghrib, ils étaient mieux armés pour valoriser le processus de mise en valeur et profiter de l'extension des périmètres irrigués. S'ils ont laissé aux ex-nomades plus accoutumés et probablement plus persévérants (KASSAH, 1989) les secteurs les plus éloignés et les plus contraignants, les Sabria se sont en effet rapidement accommodés des changements socio-économiques qui touchaient leurs villages. La production agricole s'est davantage orientée vers la phoeniciculture, en particulier la culture très rentable du palmier dattier « deglat noir » pour l'exportation, et vers l'élevage intensif abandonnant progressivement l'élevage sur parcours. Dans cette société, segmentée par l'histoire et par les vagues successives de sédentarisation, une frange importante de la population reste, cependant, dans des conditions marginales par rapport au processus

de développement. Elle se retrouve dans les groupes des cultivateurs marginaux (type 5), des petits exploitants traditionnels et petits cultivateurs-cueilleurs (type 1 et 2) marqués par un morcellement excessif de la propriété foncière, minés par un accroissement de la taille des familles. Ces ménages suivent assez mal les mutations que connaît leur société, trouvant dans l'émigration un exutoire à leur difficultés d'insertion dans les processus de mise en valeur.

La ruralité dans ces sociétés revêt ainsi de multiples formes : complémentaires, lorsqu'elles se réfèrent à l'accès à de nouveaux modes de production ou à de nouvelles activités non agricoles, ou concurrentes, lorsqu'il y a confrontation entre les modes de faire-valoir traditionnels et les actions de mise en valeur.

La dynamique de population confrontée aux changements

La zone d'El Faouar, comme le reste du Nefzaoua, se caractérise par un dynamisme démographique nettement supérieur à celui de la population rurale du pays (le nombre d'enfants moyen par femme est de 6,38 ; 42,4 % de la population a moins de 15 ans). À l'exception des groupes d'exploitants de type traditionnel (type 1) et des grands phoeniciculteurs (type 4) chez qui l'on compte une proportion moins élevée d'enfants de moins de 15 ans et plus de personnes âgées de 60 ans et plus, le reste des ménages appartenant aux autres groupes (majoritaires) ont un profil démographique où les jeunes représentent 44 % (types 2 et 5). Les Ghrib en particulier conservent une dynamique familiale très forte, puisque près de 45 % de la population a moins de 15 ans.

Les différences démographiques sont importantes entre le groupe des grands éleveurs (type 3) et le groupe des grands phoeniciculteurs (type 4). Dans le premier, la cohabitation familiale est encore vivace, l'instruction moins répandue, le profil démographique est celui d'une population très jeune, ce sont des caractéristiques que l'on retrouve à quelques nuances près parmi les autres types dominants : type 2 et type 5. C'est le modèle traditionnel qui domine ici, marqué par les activités oasiennes et la sédentarisation (types 1,2,3,5), qui se différencie d'un modèle minoritaire plus

moderne et surtout plus spéculatif quant aux choix de la production agricole et des activités (types 4 et 6). Malgré le nivellement par la mortalité infantile qui touche surtout les ménages modestes (groupe des petits exploitants traditionnels et cultivateurs marginaux), tous les types ont une descendance survivante importante. C'est dans les types 2, 3 et 5 que la fécondité des jeunes femmes reste encore élevée. Dans les autres types, et plus particulièrement dans ceux des non-exploitants et grands phoeniculteurs, la descendance avant 25 ans est faible, indice de comportements malthusiens nouveaux. Ces deux types sont minoritaires, mais tout semble les différencier du reste de la population.

Les mouvements migratoires sont importants. Le développement de l'oasis a attiré des ménages des régions voisines, pas forcément des gros exploitants qui semblent plutôt être originaires de la région même. On peut y voir le résultat de la mise en exploitation des nouveaux périmètres irrigués et l'attribution organisée des lots par le gouvernement. La mobilité des chefs de ménage, à l'exception de ceux du type 4, est relativement forte, particulièrement pour les petits exploitants traditionnels (type 1) et les non-exploitants (type 6). On conçoit bien pour ces derniers la mobilité professionnelle liée à leurs activités (services, administrations...). Malgré les projets de mise en valeur, le revenu agricole reste faible pour nombre de ménages qui continuent d'avoir recours à l'émigration, espérant au-delà de leur simple subsistance accumuler un jour suffisamment de revenus pour participer à la prospérité ambiante. La mobilité des chefs de ménage est forte, principalement dans les types traditionnels où se concentrent la majeure partie de la population et où les exploitations sont de taille modeste. L'émigration organisée continue ainsi d'être très utilisée par les populations oasiennes auxquelles se sont joints les ex-nomades. Les comportements matrimoniaux et reproductifs, à la différence d'autres régions rurales du Centre et du Nord, n'ont pas encore un impact élevé sur la dynamique de population. Cela tient, sans doute, à la vivacité des valeurs culturelles attachées à la société oasienne, à la persistance de modes d'exploitation du milieu traditionnel autour des activités pastorales. Par ailleurs, la sédentarisation des Ghrib est encore trop récente pour que la diffusion de comportements plus sédentaires et urbains s'inscrive dans leurs systèmes de reproduction.

À côté de ces groupes traditionnels qui subsistent d'une manière précaire en raison de la petitesse des exploitations et de la raréfaction des ressources environnantes, toute une frange de la population montre sa capacité à s'adapter aux changements. Une très grande diversification apparaît alors aussi bien dans l'adoption de nouveaux comportements reproductifs, avec une incidence directe sur la dynamique de population, que dans les pratiques d'exploitation et d'usage des milieux naturels. L'abandon des parcours du fait de leur dégradation, le remplacement par le fourrage acheté ou cultivé, le transfert des activités pastorales vers l'agriculture, à la fois plus rentable et mieux adaptée à l'évolution de l'écosystème oasien, tout cela s'accompagne de l'évolution des comportements familiaux. La tendance vers une « modernisation » démographique et les changements dans les modes productifs semblent aller de pair (PICOUËT et SGHAÏER, 1994)

■ Ruralité et forêt en Kroumirie : une petite paysannerie en crise

L'histoire d'une ruralité non recomposée

Située dans le nord de la Tunisie, dans une région sub-humide, la Kroumirie, comme tous les massifs montagneux du littoral méditerranéen, présente un couvert forestier très important. Le passé de cette région, un relief accentué, de bonnes conditions bioclimatiques ont favorisé le maintien d'un couvert végétal appréciable. En effet, son peuplement a été tardif : vers la moitié du XIX^e siècle, au moment où le pouvoir beylical s'approprie les terres de plaines, en refoulant les populations qui les cultivaient vers les massifs montagneux. L'installation se fait par petits groupes familiaux dans les clairières naturelles ou défrichées. Les « douars » actuels sont la représentation à la fois sociale et spatiale de ces communautés qui se sont créées autour du fondateur et dont les membres sont les descendants. Les douars sont très « individualisés » et les rapports entre

eux sont distants. Ils n'ont pas la consistance d'un gros bourg rural, comme dans d'autres régions du Maghreb ; ce sont plutôt de petits hameaux regroupant quelques dizaines de familles. Cette société, après avoir trouvé refuge dans les forêts montagneuses, n'a pas été recomposée par une cohésion sociale forte et ne s'est pas donnée les moyens d'une réponse collective aux changements qu'elle allait subir.

Les conflits familiaux, la croissance démographique ont, en effet, entraîné de nouvelles fondations nécessitant de nouveaux défrichements, de nouvelles clairières. De plus, les pratiques de culture rudimentaires (labour dans le sens de la pente, inexistence de la culture en terrasses), l'usage de la forêt pour la carbonisation et le parcours des bêtes ont eu raison des sols arables et du couvert végétal. Cette dégradation se traduit par une baisse des rendements qui accroît la précarité de la subsistance et provoque à terme l'abandon de la clairière pour une nouvelle acquise par défrichement. Ce mode de peuplement itinérant n'a pas eu un impact profond sur la forêt tant que la taille et le nombre des douars sont restés modestes. La croissance démographique qui s'affirme dans les années cinquante déstabilise ce fragile équilibre entre la forêt et les activités humaines. Le nombre de clairières augmente rapidement, atteignant des massifs jusque-là épargnés, les clairières existantes s'agrandissent, le défrichement se généralise, le cheptel augmente.

Après l'indépendance, l'État, propriétaire du domaine forestier, s'émeut de cette situation et prend des mesures draconiennes (code forestier en 1958). Les terres de parcours sont mises en défens, une politique de regroupement des douars dans des villages « forestiers » est engagée, les services de l'État prennent en main la gestion de la forêt. Ces mesures ont accompagné plusieurs réformes agraires nationales au cours des deux premières décennies de l'indépendance. L'expérience musclée du coopérativisme collectiviste de la fin des années soixante a des conséquences drastiques sur ces sociétés où le mode de faire valoir familial, l'individualisation de l'unité de production, les règles coutumières de gestion se prêtent mal à une telle restructuration. Par ailleurs, les actions administratives et politiques n'ont pas été suivies de projets de développement consistants qui auraient pu compenser leurs aspects coercitifs. Jusqu'à une époque récente, la région est tenue à l'écart des grands enjeux économiques et du développement. Dans ces conditions, on

comprend mieux l'état de délabrement de la société, écartée de ses ressources traditionnelles, soumise à une pression démographique forte, n'ayant d'autre exutoire que la migration ou la marginalisation.

Dans les années soixante-dix, la migration revêt la forme de l'exode rural. Des familles entières quittent la région, certains ménages louent leur force de travail dans des conditions de dépendance économique qui reflètent l'extrême précarité dans laquelle ils se trouvent. L'envoi de jeunes filles — souvent des gamines — à la capitale comme employées de maison ne représente pas tant la recherche d'un revenu supplémentaire qu'une bouche en moins à nourrir. C'est une émigration de misère, très différente de celle observée dans le Sud, organisée et gérée par la société d'origine. Cette situation va cependant peu à peu s'améliorer au cours des années quatre-vingt, du moins dans ses aspects les plus néfastes. La mortalité, en particulier infantile, recule, les équipements sociaux (écoles, dispensaires, centres administratifs et d'approvisionnement) se développent autour des villages forestiers, l'électrification et l'habitat en dur se répandent en même temps que le désenclavement de la région est assuré par la construction de pistes et une nouvelle route, dite « des Chinois », qui traverse la zone.

Toutes ces actions n'ont pas beaucoup d'effets sur le revenu agricole, qui demeure insuffisant pour assurer la subsistance de la majorité des ménages (cf. SANDRON, dans ce présent volume). En revanche, ceux-ci commencent à tirer profit de la mise en valeur régionale à travers les possibilités d'emploi dans le tourisme qui se développe sur le littoral, dans les chantiers forestiers, dans le bâtiment. De plus, l'émigration a pris une nouvelle forme plus directement profitable aux ménages. Elle est devenue plus individuelle que familiale, elle s'est organisée en réseau, certes nettement moins structuré que dans le Sud, mais suffisamment pour que les transferts de revenus participent pour une part importante du revenu des ménages. Si l'usage de la forêt comme ressource pastorale a diminué, la carbonisation (très souvent illicite), les activités de cueillette (champignons, myrthe), la chasse sont devenues des activités lucratives, non plus à usage familial, mais orientées vers la commercialisation et la recherche d'un profit immédiat.

Tout laisse penser que, dans cette société, les manifestations de la ruralité, qui s'inscrivent en général dans le long terme, ne recou-

vrent plus ici que des aspects ponctuels, comme s'il s'agissait de survivre en saisissant toutes les opportunités qui se présentent. Dans ce contexte, l'aide de l'État est vue plus comme une manne occasionnelle dont il faut user rapidement que comme un investissement à terme qui permet d'améliorer le niveau de vie.

La déprime démographique, facette de la marginalisation

La région a connu comme le reste du pays une croissance démographique très forte, dont l'apogée se situe dans les années soixante, au moment où les effets des réformes agraires sont marquants. Les déséquilibres qui ont suivi ont provoqué un phénomène d'émigration puissant que la région n'avait jamais connu, une colonisation plus intensive, une transformation des formes d'utilisation de la force de travail. Aujourd'hui, c'est une région en pleine déprime démographique : l'émigration, le retard de l'âge au mariage, l'apparition de comportements malthusiens entraînent une croissance annuelle faible, à peine 1 % par an (elle était de l'ordre de 3 % au début des années soixante).

L'imadat² de Ain Snoussi se trouve dans la zone montagneuse du massif forestier ; elle est représentative de ces populations relativement enclavées, dispersées dans de petits douars. À Ain Snoussi, la saturation démographique et écologique du milieu a accru la diversité des stratégies familiales, aussi bien dans les comportements face à la reproduction que dans les comportements productifs. C'est ce qui ressort de l'approche typologique TME. La différenciation entre les types de ménages s'opère autant entre les systèmes de production traditionnels et modernes qu'entre les petits et les moyens exploitants. La corrélation avec l'âge du chef et les comportements reproductifs est forte. Chacun de ces groupes a une relation avec l'environnement différente (encadré 2).

² L'imadat est la plus petite unité administrative de la Tunisie, elle correspond à la commune.

Encadré 2 — Typologies ménages-environnement dans la zone forestière de la Kroumirie

Un milieu forestier en crise

Type 1 : les non-exploitants agricoles (14,5%). L'abandon de l'activité agricole résulte des conditions difficiles d'exploitation, de la dégradation des parcours, de la possibilité d'exercer un emploi extra-agricole (chantiers forestiers, constructions...). Un petit cheptel qui se nourrit sur la forêt est conservé.

Type 2 : les petits exploitants cultivateurs (13%) avec une logique de production familiale de subsistance. L'effectif des troupeaux a considérablement diminué. Les conditions de vie sont précaires, la tendance à la recherche d'activités extra-agricoles est forte ainsi que l'émigration.

Type 3 : les petits exploitants éleveurs (15,5%). Élevage diversifié avec une utilisation importante des parcours naturels. L'activité est basée principalement sur l'exploitation de l'espace sylvopastoral.

Type 4 : les moyens exploitants diversifiés (22%). Ce sont des populations forestières typiques qui recherchent un certain équilibre avec les ressources de la forêt en diversifiant la production (céréaliculture, élevage, arboriculture).

Type 5 : les très gros exploitants diversifiés (17,5%). Ils se caractérisent par une forte occupation des sols et des productions diversifiées, l'utilisation des parcours naturels. Ce sont des exploitations de type traditionnel qui se sont agrandies grâce à l'apport financier de l'émigration.

Type 6 : les gros exploitants spécialisés (17,5%) en systèmes céréales et élevage, employant des méthodes modernes (tracteur, irrigation, etc.) et largement ouverts sur l'extérieur (activités extra-agricoles, commercialisation de la production, etc.).

La comparaison entre les ménages des grands exploitants « traditionnels » (type 5) et des grands exploitants « modernes » (type 6) en donne l'illustration. Les premiers continuent d'avoir un impact fort sur le milieu ; leurs systèmes de production et d'usage restent traditionnels (utilisation des parcours naturels, extensification agricole...). Les seconds n'utilisent plus les ressources forestières ; leurs pratiques sont tournées vers une logique de production intensive avec introduction d'un capital machine. Sans transformation des systèmes de production, sans reprise par un exploitant plus jeune, les exploitations traditionnelles (dont les chefs de ménage sont âgés) ont une durabilité limitée. En revanche, les grands exploitants modernes ont pratiquement achevé la transition d'une

forme ancienne de relations homme-environnement axée sur le pastoralisme à une forme moderne reposant sur la diversification et la mécanisation de la production. Les premiers subsistent difficilement ; les seconds sont tournés vers l'économie de marché.

Si tous les types de ménages ont participé et participent encore sous diverses formes au mouvement d'émigration qu'ont connu les sociétés rurales depuis les années soixante, la nature de la migration et ses conséquences sont très diverses suivant le type de ménages. Comme déjà dit, devant la raréfaction des ressources face à la croissance démographique aggravée par la crise agraire, nombre de familles des secteurs les plus démunis ont quitté définitivement la région, provoquant un véritable exode rural. Ce processus a surtout touché les petits exploitants (types de ménages 1, 2 et 3). Les autres types ont eu recours plus tardivement à l'émigration individuelle d'un ou plusieurs membres du ménage. Ces groupes de ménages (types 4, 5 et 6) semblent avoir tiré parti des revenus de la migration pour agrandir l'exploitation, diversifier la production et pour certains acquérir des moyens mécaniques de production, s'ouvrir au monde extérieur. Ils s'assurent par ce moyen de meilleures conditions de vie, un progrès social certain (éducation, diversification des activités) et une meilleure durabilité de l'exploitation.

L'émigration en l'absence même d'une baisse de la fécondité importante a réduit le potentiel de reproduction de la population. Le déficit d'adultes en âge de pleine reproduction, le déséquilibre hommes-femmes en raison de l'effet différentiel de l'émigration féminine, le célibat avancé chez les hommes annoncent, s'ils venaient à perdurer, une situation démographique que les campagnes françaises ont connu en leur temps. L'évolution de l'économie rurale renforce cette impression : l'activité agricole régresse et un commencement de déprise agricole dans les secteurs les plus difficiles (enclavement, érosion des sols, difficultés d'approvisionnement...) se fait jour, les activités extra-agricoles prennent le pas sur le travail agricole, la concentration des terres cultivables augmente avec des productions diversifiées largement ouvertes aux marchés. Autant de signes d'une crise profonde de la petite paysannerie transformée en une population assistée à la fois par l'État et par les émigrants, d'une ruralité ancienne atteinte dans ses fondements productifs et reproductifs, et qui disparaît.

Ce sont les types 5, 3 et 1 qui ont le plus d'impact sur la forêt par l'utilisation des parcours naturels, du bois comme énergie domestique et source de revenus (charbonnage). Le type 6 est relativement neutre, les types 4 et 2 utilisent peu la forêt ou, quand ils le font, n'ont pas de pratiques très dégradantes (type 4 notamment).

Conclusion

Curieusement, ce n'est pas la population implantée dans le milieu aux contraintes naturelles les plus fortes qui apparaît comme ayant eu le plus de difficultés à s'adapter aux changements multiples que la société rurale tunisienne connaît depuis plusieurs décennies. Les disparités régionales se sont plutôt accrues sous le double effet de l'inégalité des processus de mise en valeur et de la capacité des sociétés à intégrer les actions de développement. L'histoire joue un rôle essentiel en différenciant les structures sociales. Mais, on pourrait être tenté de faire un parallèle entre l'anthropisation du milieu et la dynamique de la population, en remarquant que, dans le Sud, le développement des périmètres irrigués et de la phoeniciculture, la mise en place d'infrastructures routières et d'utilisation des eaux souterraines a créé une économie régionale porteuse, qui a confirmé la dynamique démographique des populations et réduit les problèmes conséquents à la sédentarisation des nomades. Inversement, dans le Nord, la politique prioritaire de protection de la forêt, en réduisant les maigres ressources que les paysans pouvaient en tirer, a accéléré le processus de marginalisation sociale et économique de la société rurale et son déclin démographique.

À l'intérieur de chaque région, ces différences de comportement et d'adaptation existent également, mais au niveau du groupe domestique. En effet, l'apparente homogénéité des sociétés au niveau régional cache, nous l'avons vu dans l'approche TME, une grande diversité de stratégies familiales face aux changements. Cette diversité se manifeste simultanément sous des facettes multiples, intercorrélées : diversité des systèmes de production, des usages et

des impacts sur le milieu, de la perception et de la représentation du milieu naturel, des stratégies de reproduction familiale et sociale ; diversité enfin dans la migration et dans les modes d'accès à la modernité. Les situations sont complexes, et cela conduit nécessairement à un jugement nuancé sur la durabilité des systèmes adoptés par les groupes sociaux. Ici, on suppose qu'ils perdureront, là, qu'ils ont une existence précaire qui devrait les mener à disparaître, sachant qu'à l'aune de la durabilité des ressources naturelles utilisées, ces systèmes n'auront peut-être plus de viabilité. Par exemple, dans le Sud, l'eau fossile sera probablement asséchée dans une vingtaine d'années.

Bibliographie

AUCLAIR (L.), BEN CHEIKH (N.), GHEZAL (L.), PONTANIER (R.), 1994 — *Systèmes d'usage des ressources naturelles et systèmes de production en Tunisie*. Symposium international « recherches-systèmes en agriculture et développement rural », Montpellier, 15 p.

AUCLAIR (L.), PICOUËT (M.), 1995 — « Dynamique démographique et utilisation des ressources : le cas de la Tunisie rurale ». In : *Pour une agronomie à long terme*, Paris, Académie pour l'Agriculture/Orstom : 133-148.

Collectif de recherches Dypen-Tunisie, 1994 a — *Évolution des milieux naturels et dynamique des populations en Tunisie*. Rapport MRT, 151 p. et annexes, cartes.

Collectif de recherches Dypen-Tunisie, 1994 b — *Dynamique des sociétés rurales et évolution des milieux naturels en Tunisie*. Rapport de synthèse, Piren, CNRS, 70 p.

DOMENACH (H.), PICOUËT (M.), 1995 — *Les migrations*. Paris, PUF, coll. Que sais-je n° 224, 128 p.

KASSAH (A.), 1989 — Sédentarisation des nomades et mise en valeur agricole : les Ghribs à Regim Maatoug. *Géographie et Développement*, 8-9 : 97-118.

PICOUËT (M.), 1993 — Pression démographique et milieux naturels dans les campagnes du tiers monde : un essai de formalisation. *Actes du congrès de l'UIESP, Montréal*, vol IV : 9-23. Article repris dans la revue *Écodecision*, 10 : 70-74.

PICOUËT (M.), 1995 — Demographic growth and environment in rural areas in Tunisia : from theoretical approach to measurement. *Population/ environment equations - Implications for future security*, Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University, Boston : 11-13.

PICOUËT (M.), SGHAÏER (M.), 1994 — *Dynamique de population et aridité : une expérience dans les régions arides de Tunisie*. « Conférence on Population and Environment in Arid regions », Unesco, IUSSP, IGU, Amman, Jordanie, 24-27 octobre 1994, 17 p.

PICOUËT (M.), 1995 — « Population et environnement, une relation sensible, du cadre

théorique à l'expérience ». In : *Population et environnement au Maghreb*, Paris, Éditions Academia/L'Harmattan : 237-255.

SGHAÏER (M.), 1995 — *Tarifification et allocation optimale de l'eau d'irrigation dans les systèmes de production de la région oasienne du Nefzaoua*. Thèse 3^e cycle, université de Gand, 240 p.